

## **Session 37 – Les cartes de l'émergence sont-elles rebattues ?**

*Coordonnée par Etienne WASMER*

Le monde change, les visions datées du développement doivent disparaître : il n'y a plus un Nord riche et qui porterait les innovations et le capital humain et un Sud qui resterait confiné en seconde division, condamné à exporter ses ressources minières ou agricoles ; on assiste plutôt à l'émergence d'un troisième pôle, à l'Est, qui se développe depuis des décennies à très grande vitesse et prend le relai du Nord pour développer ses infrastructures, ses coopérations et défend ses intérêts vitaux ; et d'une augmentation des divisions au Sud entre ceux qui prennent le train et ce qui ne suivent pas.

Quelques chiffres illustrent l'ampleur de ce qui se joue à l'Est : comme le notait Jean-Marc Vittori (Les Echos) le salaire moyen en Chine est désormais plus élevé que celui de la Slovaquie, de la Bulgarie ou de la Roumanie. Le tour de force est impressionnant, pour un pays de 1,386 milliards d'habitants qui a une population active de 800 millions d'habitants, soit 3.3 fois la population active de l'Europe des 27. Ce résultat n'est pas uniquement dû à une stratégie d'exportation : nous ne voyons pas que ces géants investissent massivement dans les deux types de capitaux qui jouent le plus grand rôle dans le long terme : le capital humain et les infrastructures de transport et de commerce.

Le capital humain d'abord. Quelques illustrations donnent une idée des volumes en jeu : il y a 44 millions de personnes inscrites à l'université en Chine (contre 2.5 millions en France) dont 22 millions en premier-cycle universitaire (1 million en France), 2.2 millions en master (900 000 en France) et 300 000 en doctorat (contre 67 000 en France). Personne ne doute que les scientifiques français sont excellents notamment en sciences, mais l'avantage comparatif du Nord se réduit de plus en plus. En France, 64% d'une classe d'âge est dans un cycle universitaire (selon la définition de l'ISCED), la Chine qui était en dessous de 10% en 2000 est à 40% depuis 2013 et a dépassé 50% en 2017. La Chine n'est pas la seule : l'Inde a désormais 32 millions d'étudiants et 28% d'une classe d'âge dans le supérieur, le Brésil est à 8 millions pour 50% d'une classe d'âge, Singapour avec ses 84% d'une classe d'âge est leur modèle à tous. L'Asie, le continent sud-américain, tous ces pays accèdent massivement à l'enseignement universitaire. L'Afrique sub-saharienne reste confinée à un petit 9%, malgré les 20% de l'Afrique du Sud et de la Namibie et les 16% du Ghana. Les pays d'influence française semblent d'ailleurs remarquablement en bas du tableau.

La perspective large de ces chiffres dynamiques pour l'Asie est corroborée par les petites histoires : le classement Repec des départements d'économie en Asie place deux universités israéliennes et une japonaise (Tokyo) en tête, mais juste après on trouve deux universités chinoises, deux universités Singapourienne et une université du Golfe, à des niveaux comparables, sur la base des publications des dix dernières années à ceux de l'Institut Universitaire de Florence, de la Harris School of Public de Chicago ou la Banque Centrale de Suède. On n'est pas encore dans le top 30 mondial, loin de là, mais la dynamique est irréversible et ce n'est qu'un début. Cet effort massif se traduit par un investissement massif dans les technologies de pointe pour le meilleur comme pour le pire, notamment en matière de contrôle et de bio-génétique.

En Afrique, le baromètre des leaders d'opinion Africaleads semble optimiste : 56% des personnes sondées sont optimiste pour leur avenir à horizon de 5 ans et concernant les domaines ayant « le plus progressé en Afrique ces cinq dernières années », 75 % citent le numérique et 55 % les transports.

Car c'est bien l'autre aspect des tendances récentes : les investissements en infrastructures notamment de transport explosent : le Golfe se dote d'aéroports internationaux de plus en plus grands, pour capter le trafic Ouest-Est et servir de destinations touristique aux dizaines, aux centaines de millions des classes moyennes et supérieures émergentes en Asie ; la Chine développe sa nouvelle route de la soie aux budgets projetés en trillions de dollars, avec ses autoroutes qui relient Pékin au Pakistan, et ses ponts et ses tunnels d'une ampleur à couper le souffle ; et exerce son influence stratégique dans tous les pays d'Afrique riches en ressources naturelles ; on parle de 50 milliards de dollars pour les infrastructures chinoises notamment en oléoducs vers l'Asie centrale, de 300 millions de dollars pour les réseaux routiers et ferroviaires pour l'Afghanistan.

Ces chiffres demandent à être confirmés : mais ils auront le mérite de faire rêver. L'Europe, elle, empêtrée dans ses contradictions, ne fait plus rêver. Elle ne semble plus capable d'investir pour elle-même, a fortiori à des milliers de kilomètres de chez elle. Face à ces nouveaux géants qui appliquent des schémas propres de développement et deviennent leader régionaux et globaux, investissant massivement dans l'éducation et les infrastructures, l'Europe restera-elle encore un modèle de développement convaincant ?

Car les sujets des inégalités et de la sécurité restent tout aussi aigus qu'il y a 30 ans. Si le développement ne peut plus à l'évidence être envisagé sous le prisme de la division Nord-Sud, il n'en reste pas moins que les divergences au Sud s'amplifient : des pays semblent tirer leur épingle du jeu en matière d'infrastructures (à l'instar des BRICSAMs) ou/et d'investissements et des états s'enfoncent dans les difficultés. L'environnement est également une des contraintes et une des sources majeures de risques dans le Sud. Enfin et pour être complet, les tendances démographiques risquent d'induire de nouvelles tensions : selon les prévisions démographiques des Nations Unies, le Nigeria sera bientôt plus peuplé que les Etats-Unis et la moitié de la croissance de la population mondiale sera concentrée dans 9 pays d'ici 2050 dont 5 pays Africains : l'Inde, le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Pakistan, les États-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, la Tanzanie, l'Ouganda et l'Indonésie.

Peut-on prédire les nouveaux équilibres économiques et politiques ? Après l'accélération successive des « dragons » et des « tigres asiatiques », à qui l'avenir appartiendra-t-il ? Quelles approches peut-on proposer aux pays les moins avancés ? Comment éviter que le rattrapage des économies les moins avancées aille de pair avec un creusement durable des inégalités dans certains pays ou au sein de ces pays ? Cette session tracera dans les grandes lignes les constats, la mise à jour nécessaire de nos cadres de pensée et les solutions du XXI<sup>e</sup> siècle qui restent à élaborer dans un contexte peu propice au multilatéralisme.